

LES MEDIAS BELGES SONT-ILS AVEUGLES AU RACISME STRUCTUREL ?

Une interview d'Olivier Mukuna
par Sarah Demart

L'affaire Cécile Djunga semble avoir révélé l'existence d'une négrophobie que les médias ont largement relayé. Pourtant, le phénomène n'est pas nouveau, les associations afro-descendantes et des chercheurs documentent depuis plusieurs années l'existence d'inégalités structurelles et raciales à l'endroit des Afro-descendant.e.s. En 2003, il y a 15 ans, paraissait dans Le Journal du Mardi un dossier intitulé « 40 ans après la décolonisation, dur, dur d'être noir en Belgique » sous la plume du journaliste Olivier Mukuna. Chiffres et témoignages à l'appui. C'est très probablement la première fois que le terme « noir » était utilisé dans l'espace public et médiatique belge comme une catégorie d'analyse des inégalités sociales.

Pouvez-vous vous présenter ?

Je m'appelle **Olivier Mukuna**, j'ai 48 ans, père d'une superbe fille de 13 ans et je suis journaliste de formation (Master en Information, Journalisme et Communication de l'ULB). Mes bientôt 25 ans de parcours professionnel se partagent entre l'exercice du journalisme via une douzaine de médias belges et français (RTBF, Le Matin, La Dernière Heure, L'Humanité, Le Journal du Mardi, Téléouest, Paris Match Belgique, etc.) et plusieurs expériences de communicant politique ou social, en passant par celle d'Assistant universitaire à la Faculté de Journalisme de l'ULB. Depuis une quinzaine d'années, je travaille et écris principalement sur les questions d'actualité franco-belge liées au racisme systémique, plus particulièrement celles de la négrophobie, à travers le prisme médiatique. Le dernier livre auquel j'ai contribué est un ouvrage collectif, sous la direction de **Sarah Demart** et **Gia Abrassart**, intitulé "Créer en postcolonie" (éditions Africalia & Bozar, Bruxelles, 2015).

Les médias belges, mainstream, semblent découvrir l'existence du racisme et s'interrogent beaucoup sur son éventuelle inflation, est-ce une question pertinente selon vous?

C'est une question pertinente. Le tout est de savoir jusqu'où les dirigeants de médias et leurs journalistes veulent "creuser" et ce qu'ils sont prêts à médiatiser ? Ajouté à leur problème d'introspection ou d'autocritique, la plupart des médias belges francophones présente aussi deux gros défauts : l'amnésie chronique et une sorte d'anti-intellectualisme (parfois primaire). Ce qui donne l'impression que, sur certaines thématiques de société, à la faveur d'une actu ou d'une polémique, ils semblent à chaque fois "découvrir la lune"... Il faut aussi souligner que, sur la question du racisme, nombre d'entre-eux ne sont toujours pas passés du logiciel "SOS racisme" à celui d'une lutte moderne contre le racisme structurel et d'Etat.

Pour le dire autrement : les médias ne semblent toujours pas avoir saisi que les insultes et agressions racistes - émanant de particuliers, de la police ou des partis d'extrême-droite - ne sont que les expressions les plus visibles, les plus spectaculaires, du fonctionnement d'un système racialement. Le nôtre. Celui qui s'est historiquement et politiquement bâti autour d'une hiérarchisation sexiste et raciale que l'on retrouve, encore aujourd'hui, peu ou prou, à tous les niveaux de la stratification sociale belge.

Celui qui fait que, par exemple, en 2018, femmes et non-blanc-he-s n'ont aucune chance de devenir Premier ministre, Président-e du CA d'une grande entreprise ou Recteur d'une université. Celui qui fait que, toujours en 2018, la visibilité médiatique positive des noir-e-s et maghrébin-e-s reste cantonnée à des secteurs précis : le sport, l'humour, la musique (généralement le rap) et les services (mobilité, santé, météo, etc.) Une situation qui n'a pas l'air de déranger grand-monde ou, pour être plus précis : qui dérange trop peu de privilégié-e-s blanc-he-s en société occidentale structurellement raciste. Une situation qui provient directement de l'esprit colonial, de ses fantasmes de domination, d'infériorisation et de sexualisation, au sein desquels "l'autre", le non-blanc, l'être jugé inférieur, devait servir, impressionner ou divertir le colon blanc. Le séduire, lui procurer des émotions agréables, dans un cadre donné, mais jamais jusqu'à se retrouver sur un pied d'égalité...

Au fond, avant de chercher à mesurer le racisme, il faudrait d'abord être en mesure de le définir ?

Oui, il est fort pertinent que les médias s'intéressent et cherchent à délimiter la profondeur comme l'impact du racisme dans notre société. Malheureusement, rares sont ceux qui le font. A chaque fait/acte raciste, s'il y a traitement journalistique audiovisuel, on assiste globalement à une resucée de "*Touche pas à mon pote*" [slogan médiatique de l'association française SOS Racisme

créés en 1983]. Soit cet inutile recyclage, à la fois émotionnel et paternaliste, qui cherche moins à comprendre les ressorts qu'à moraliser/diaboliser ceux que j'appelle "les racistes de base". Comme pour mieux occulter le racisme des élites. Or, ce dernier joue un rôle supérieur sinon prépondérant dans la perpétuation du racisme systémique. Avec subtilité renouvelée et increvable hypocrisie. Nos élites et décideurs aiment se gargariser "d'antiracisme" mais continuent à nier que notre société, dont ils pilotent les secteurs décisifs, fonctionne sur une hiérarchisation raciale qui produit, chaque jour, relégations, exclusions et destruction de talents et de potentialités.

Aussi spectaculaires ou violentes qu'elles soient, les formes populaire et vulgaire de racisme ne sont que des wagons du train du racisme structurel. La locomotive, elle, est pilotée par les élites et décideurs. Celles et ceux qui ont le pouvoir d'améliorer les choses ou non. De s'attaquer ou non aux ravages du racisme structurel. S'il existe un tel taux de discrimination arabo-nérophobe à l'emploi, au logement, à l'école ; s'il persiste, dans la majorité des entreprises, un plafond de verre pour les travailleurs et employés dits "de la diversité" ; s'il y a un tel frein sociopolitique contre les justes revendications décoloniales et d'égalité mémorielles ; s'il existe une telle invisibilisation médiatique de l'intelligence afro-descendante : est-ce la faute des demeurés qui poussent des cris de singe dans un stade de foot dès qu'un joueur noir touche le ballon ou de la **mamie Bernadette** qui a téléphoné à **Cécile Djunga** pour lui dire qu'elle est "trop noire" et devrait "rentrer dans son pays" ? Non, ces pauvres gens sont des symptômes et non l'origine de la maladie.

Ajoutons que l'inflation, de propos et actes racistes est également liée au contexte socioéconomique. Plus celui-ci est en crise, plus les disparités sociales s'agrandissent, plus le besoin de "bouc émissaire" et d'égoïsme identitaire se font sentir chez ceux qui voient leur niveau de vie se dégrader. Des "besoins" qui, il faut le souligner, s'évanouissent subitement dès que l'équipe métissée des Diables Rouges gagne ses matchs en Coupe du monde...

En conclusion, les médias doivent absolument enquêter et médiatiser ces questions liées au racisme structurel. Suite à l'affaire Djunga et aux autres affaires de nérophobie qui l'ont précédées, le quotidien Le Soir a été le seul à le faire sérieusement, "notamment sous la plume d'Elodie Blogie. Si en 2017 ma consœur s'était fourvoyée en refusant de traiter et de couvrir l'affaire Naithy un an et demi plus tard (<https://plus.lesoir.be/176032/article/2018-09-01/racisme-en-belgique-sommes-nous-dans-le-deni>), elle est parvenue à faire imprimer le terme "nérophobie" dans son journal. Un exploit médiatique - et je pèse mes mots - que je ne pensais plus voir de mon vivant. Car pour contribuer, en tant que journalistes, à détruire le racisme structurel - vis-à-vis duquel les médias portent une part de responsabilité -, il faut poursuivre un double objectif : déconstruire le déni des élites qui défendent le statu quo et médiatiser au plus grand nombre les mots appropriés ainsi que la parole des experts pertinents.

En 2003, vous parliez déjà de la négrophobie, pouvez-vous nous dire quelles ont été les réactions dans les médias ?

Aucune. Rien du tout. D'un point de vue journalistique et médiatique, je n'ai constaté aucune reprise ou critique de ce dossier de six pages. Il s'agissait d'une enquête que j'ai réalisée pour feu *Le Journal du Mardi*, qui a fait la couverture de cet hebdomadaire belge, et qui portait sur la discrimination négrophobe à l'emploi en Belgique. Une discrimination dont sont, encore aujourd'hui, particulièrement victimes les hommes diplômés et multi-diplômés afro-descendants...

Quatorze ans plus tard, en 2017, la *Fondation Roi Baudouin* (FRB) a confirmé mon enquête journalistique de 2003 en publiant une étude scientifique inédite sur les populations belgo-congolaise, belgo-rwandaise et belgo-burundaise¹. Celle-ci postule notamment que : "*Le taux de chômage des afro-descendants est quatre fois supérieur à la moyenne belge, alors que 60% d'entre eux sont diplômés de l'enseignement supérieur... et trois fois supérieur pour la seconde génération d'afro-descendants, née et scolarisée en Belgique*".

Ajoutant que : "*Près de 80% des sondés déclarent avoir subi, dès le plus jeune âge, des discriminations, des inégalités de traitement ou des insultes pour au moins une de ces deux raisons : couleur de peau ou origine. Ce chiffre est nettement supérieur à celui recueilli auprès des Belgo-Marocains et des Belgo-Turcs (sondés dans une étude similaire de la FRB réalisée en 2015)*".

A l'époque, en 2003, il faut croire que le travail d'un journaliste belgo-congolais sur l'un des aspects cruciaux de la négrophobie structurelle belge n'a pas été jugé digne de reprise ou de citation par mes brillants confrères. Ce qui n'a pas été le cas avec les résultats de l'étude de la FRB repris notamment par le site de la RTBF ([Un niveau d'éducation et un chômage élevés, la dure réalité des Afro-descendants](#)). Bon, comme la télé régionale *BX1* ou le site d'infos *7sur7*, ils ont juste repris, mot pour mot, une excellente dépêche de l'agence *Belga* (à laquelle ces médias sont abonnés) et les chefs des différentes *Newsroom* n'ont pas non plus décidé d'en faire un "sujet-maison". Disons que c'est mieux que rien et donc mieux qu'avant...

En termes de prise de conscience médiatique belgo-blanche du "problème", on a un petit peu avancé, mais c'est beaucoup, beaucoup, beaucoup trop lent !

¹ Demart, Sarah ; Schoumaker, Bruno ; Adam, Ilke ; Godin, Marie ; Hezukuri, Chadia ; et. al.(2017) *Des citoyens aux racines africaines : un portrait des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais*. Fondation Roi Baudouin : Bruxelles, 223 p.

² Torrekens C., & Adam I. (2015) *Belgo-Marocains, Belgo-Turcs: (auto)portrait de nos concitoyens*, Bruxelles: Fondation Roi Baudouin, 186p.

Que pensez-vous de la manière dont la RTBF aborde aujourd'hui la question de la négrophobie à travers l'affaire Cécile Djunga ?

Largement décevant. Déjà, ils boycottent le terme "négrophobie" ou, pour nombre de journalistes, ignorent même ce qu'il signifie... Excepté un seul débat télévisé de 26 minutes, abordant certains enjeux liés au racisme structurel, dans l'émission *Medialog* (****) présentée par **Thierry Belfroid** avec les invitées **Safia Kessas** (RTBF) et **Geneviève Kaninda** (Mémoire coloniale), la RTBF a grosso modo joué la diversion anesthésiante et l'habituelle carte "Touche pas à ma pote".

Or, cet antiracisme moral et faisandé des années 80 n'a aucun effet sur les citoyens négrophobes (de la base à l'élite) et permet d'occulter, de ne pas débattre de ses propres turpitudes. Lorsqu'en termes de diversité à l'écran, on compare la BBC et la RTBF : y-a pas photo ! Et plus particulièrement dans le secteur de l'info. Avec un retard hallucinant et quelques alibis qui confirment "la règle", la RTBF reste et demeure dramatiquement une télé blanche ; à l'instar de ses consœurs publiques du sud et de l'Est de l'Europe.

En conséquence, parallèlement à leur démonstration de confraternité envers une collègue ainsi que le relais de la belle solidarité citoyenne pour Cécile Djunga, la RTBF aurait dû aborder et tenter de répondre à ces 5 questions :

- Si la RTBF a bien sûr eu raison de s'indigner des réactions négrophobes et racistes d'une partie de son public, pourquoi cela ne fait-il qu'une année que la chaîne a mis à l'antenne une belge afro-descendante, pendant féminin de l'humoriste **Kody**, l'autre afro-descendant visible sur le service public audiovisuel ?
- Si la RTBF a mis plus de 30 ans pour engager et mettre 2 noirs compétents à l'antenne, pourquoi s'étonne-t-elle qu'une partie de son (vieux) public négrophobe se sente "pousser des ailes" et manifeste régulièrement sa désapprobation ?
- Pourquoi Cécile Djunga a-t-elle dû passer par une vidéo *Instagram* - soit prendre le public des réseaux sociaux à témoin - pour déclencher une demi "prise de conscience" chez ses employeurs qui, pourtant, ne découvriraient pas la lune ?
- Comme l'a admirablement souligné Safia Kessas à *Medialog* : pourquoi les experts afro-descendants ne sont-ils jamais invités sur les plateaux d'émissions télévisuelles de la RTBF (et pas seulement pour parler du racisme) ?
- Pourquoi n'y a-t-il toujours aucun-e journaliste afro-descendant (ou "de couleur" pour utiliser les termes raciaux de notre société) à la présentation du JT ou d'émissions magazines? Même TF1 fait 3 fois mieux depuis plus de dix ans.

Ces cinq questions me semblent prioritaires si l'on veut apparaître crédible en tant que partie prenante d'une lutte moderne contre le racisme systémique belge. En faisant semblant de ne pas les comprendre et/ou en refusant d'y répondre, la RTBF, comme nombre d'autres médias, continue d'alimenter le racisme structurel et la négrophobie en particulier. Pour le dire simplement : avant de donner des leçons d'antiracisme, il faut balayer devant sa porte ! Et il ne suffira pas, comme on l'a vu ce 18 octobre à la RTBF, de diffuser un documentaire français de 2016 - co-réalisé par le comédien et réalisateur antillais Lucien Jean-Baptiste - qui aborde le racisme et la négrophobie structurelle française. Il s'agit au contraire de produire nos propres docs et débats audiovisuels sur cette thématique qui possède, à l'évidence, ses spécificités belges. Interroger sans fards ni tabou nos propres acteurs institutionnels, économiques et culturels. Et il est plus qu'urgent de le faire ! En la matière, comparé aux Anglais, aux Français ou aux Flamands, notre service public audiovisuel francophone est vraiment buté, archaïque et largement inefficace. Aujourd'hui, Cécile Djunga reçoit toujours des insultes négrophobes et les dirigeants de la RTBF, sans doute très fiers d'eux-mêmes, sont passés à autre chose...